



# RENFORCEMENT DES INSPECTIONS



Bonne Gouvernance et  
Anti-corruption en Tunisie

**9-11 décembre 2019**  
Dar El Marsa, Tunis



## Le Projet Bonne Gouvernance et Anti-corruption en Tunisie

Avec le soutien financier du *Foreign and Commonwealth Office* du Royaume-Uni, l'OCDE met en place ce projet en coordination avec le gouvernement tunisien. Ce projet vise à contribuer à la stabilité, la prospérité et la confiance des citoyens en Tunisie. Il accompagne le Gouvernement de la Tunisie dans l'acquiescement de ses engagements pour une bonne gouvernance pris lors de la Conférence Anti-Corruption de Londres et l'accord de Carthage ainsi que dans la mise en application de la stratégie nationale anti-corruption 2016-2020.

En s'appuyant sur les travaux accomplis par l'OCDE dans le cadre du Programme MENA-OCDE et des Recommandations de l'OCDE sur l'Intégrité Publique, le Gouvernement Ouvert et les Marchés Publics, ce projet a trois domaines cibles. Il vise à créer de la réactivité via de meilleurs services publics locaux pour les citoyens et un soutien aux citoyens dans leur rôle de contrôle de la prestation des services publics, des connexions au travers d'une meilleure coordination de gouvernance et un meilleur audit et contrôle public, et enfin de la prospérité via de meilleurs services publics pour un environnement plus favorable aux affaires et plus de transparence au sein des marchés publics.

### Un meilleur audit et contrôle public

Le projet soutient l'amélioration du système d'audit public, en collaboration avec le Haut Comité de Contrôle Administratif et Financier (HCCAF), les trois institutions de contrôle général (pour le service public – CGSP, les finances – CGF et les domaines de l'État et les affaires foncières –CGDEAF), les autorités d'inspection et d'audit des institutions publiques, en :

- ✓ Améliorant les capacités de suivi des recommandations d'audit
- ✓ Améliorant le rôle des contrôleurs dans leur travail d'audit et de prévention de la corruption
- ✓ Renforçant le rôle et l'impact des unités d'inspection ministérielles

### Objectifs de l'activité

Cette formation vise à renforcer les capacités des inspecteurs sur des thèmes opérationnels par meilleure qualité des missions et des rapports d'inspection et ainsi promouvoir la transparence et la redevabilité dans le secteur public.

L'activité permet un échange constructif entre experts nationaux et internationaux en se référant aux bonnes pratiques reconnues notamment dans les pays de l'OCDE et un échange d'expériences entre les inspecteurs issus des différentes institutions publiques.

Ci-dessous l'agenda pour les trois jours de l'activité.

## Jour 1 – 9 décembre 2019

<b>09:00 - 09:30</b>	<p><b>Discours de bienvenu et ouverture de la session de formation</b></p> <p><b>M. Kamel AYADI, Président du HCCAF</b></p> <p><b>Mme Jael BILLY, Analyste politiques publiques, OCDE</b></p>
	Cette session introduit les objectifs et les modalités de la session de formation sur les trois jours
<b>09:30 – 11:00</b>	<p><b>Les principes de l'éthique du métier de l'inspecteur</b></p> <p><b>M. Kamel AYADI, Président du HCCAF</b></p> <p><b>Dr. Christoph STUECKELBERGER, éthicien, consultant OCDE</b></p>
	<p>Objectifs d'apprentissage de la session:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Comprendre les principes de l'éthique, moral ou déontologie</li> <li>● Comprendre les valeurs éthiques de l'inspecteur tunisien</li> </ul>
<b>11:00 – 11:30</b>	<b>Pause-café</b>
<b>11:30 – 13:00</b>	<p><b>Gestion et prévention des conflits d'intérêts</b></p> <p><b>Dr. Christoph STUECKELBERGER, éthicien, consultant OCDE</b></p>
	<p>Objectifs d'apprentissage de la session:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Comprendre les différents types de conflit d'intérêts</li> <li>● Identifier les situations de conflit d'intérêts</li> <li>● Comment gérer les risques de conflit d'intérêts</li> </ul>
<b>13:00 – 14:00</b>	<b>Déjeuner</b>
<b>14:00 – 15:30</b>	<p><b>Cas d'étude : Éthique du métier de l'inspecteur</b></p> <p><b>Dr. Christoph STUECKELBERGER, éthicien, consultant OCDE</b></p> <p><b>Mme Jael BILLY, Analyste politiques publiques, OCDE</b></p>
	<p>Objectifs d'apprentissage de la session:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Renforcer la compréhension de valeurs éthiques de l'inspecteur, y compris l'impartialité et la discrétion</li> <li>● Comment respecter les obligations éthiques et mettre en place des mécanismes pour inciter l'adhésion aux obligations éthiques</li> <li>● Renforcer la compréhension des bonnes pratiques dans la gestion des conflits d'intérêts</li> </ul>
<b>15:30 – 16:00</b>	<b>Récapitulatif de journée 1</b>

## Jour 2 – 10 décembre 2019

<b>09:00 – 10:30</b>	<b>Planification et conduite d'une mission d'inspection</b> <b>M. Mounir AZIZI, Directeur Central de l'Inspection, Tunisie Telecom</b>
	Objectifs d'apprentissage de la session: <ul style="list-style-type: none"> <li>● Comment déterminer les objectifs d'une inspection</li> <li>● Identifier les critères d'une inspection</li> <li>● Comment décider des informations à recueillir avant et pendant une inspection, y compris les sources de preuves</li> </ul>
<b>10:30 – 11:00</b>	<b>Pause-café</b>
<b>11:00 – 12:30</b>	<b>Reporting d'une mission d'inspection</b> <b>M. Mounir AZIZI, Directeur Central de l'Inspection, Tunisie Telecom</b>
	Objectifs d'apprentissage de la session: <ul style="list-style-type: none"> <li>● Apprendre des techniques pour améliorer la rédaction de rapports et à transmettre des observations et des recommandations</li> <li>● Identifier les moyens d'améliorer le suivi de la mise en œuvre des recommandations par l'entité inspectée</li> </ul>
<b>12:30 - 13:30</b>	<b>Déjeuner</b>
<b>13:30 – 15:00</b>	<b>L'usage des Technologies de l'information dans le travail de l'inspecteur</b> <b>M. Georges BERNEDE, Former Chief Audit Executive, EUMETSAT, Consultant OCDE</b>
	Objectifs d'apprentissage de la session: <ul style="list-style-type: none"> <li>● Évaluer l'utilisation de la technologie dans le travail de l'inspecteur</li> <li>● Identifier les avantages du recours au TIC par l'inspecteur et les outils TIC au service de l'inspecteur</li> <li>● Renforcer la compréhension sur les nouveaux impératifs et nouveaux défis des outils technologiques</li> </ul>
<b>15:00 – 15:15</b>	<b>Pause-café</b>
<b>15:15 – 16:30</b>	<b>Cas d'étude: L'usage des Technologies de l'information dans le travail de l'inspecteur</b> <b>M. Georges BERNEDE, Former Chief Audit Executive, EUMETSAT, Consultant OCDE</b> <b>Mme Lisa KILDUFF, Analyste politiques publiques, OCDE</b>
	Objectifs d'apprentissage de la session: <ul style="list-style-type: none"> <li>● Renforcer l'utilisation de la technologie dans le travail de l'inspecteur</li> </ul>
<b>16:30 – 17:00</b>	<b>Récapitulatif de journée 2</b>

## Jour 3 – 11 décembre 2019

<b>09:00 – 10:30</b>	<b>Techniques d’audit de prévention et détection de fraude</b> <b>Mme Jael BILLY, Analyste politiques publiques, OCDE</b> <b>Mme Lisa KILDUFF, Analyste politiques publiques, OCDE</b>
	Objectifs d'apprentissage de la session: <ul style="list-style-type: none"><li>● Comprendre les facteurs de fraude et analyser des exemples de la fraude dans le secteur public</li><li>● Comprendre le lien entre la fraude et le contrôle interne</li></ul>
<b>10:30 – 11:00</b>	<b>Pause-café</b>
<b>11:00 – 12:30</b>	<b>Inspection et Gestion budgétaire par objectifs</b> <b>Mme Rym KANZARI, Conseiller des services publics, Ministère des Finances, Tunisie</b>
	Objectifs d'apprentissage de la session: <ul style="list-style-type: none"><li>● Renforcer la compréhension sur les notions de base de la GBO, ainsi que les nouveaux concepts de GBO</li><li>● Se familiariser avec le cadrage général dans le cadre de la nouvelle Loi Organique du Budget (LOB)</li><li>● Explorer l'évolution du rôle des inspecteurs et de leurs relations avec les autres acteurs du système de contrôle interne, ainsi que la fonction d'audit externe</li></ul>
<b>12:30 – 13:30</b>	<b>Déjeuner</b>
<b>13:30 - 14:00</b>	<b>Récapitulatif de journée 3</b>
<b>14:00 - 15:30</b>	<b>Séance de clôture</b>
	<ul style="list-style-type: none"><li>● Clôture par les représentants de l’OCDE et du HCCAF</li><li>● Distribution des certificats</li><li>● Photo</li></ul>

## Le Haut Comité de Contrôle Administratif et Financier

Le Haut Comité de Contrôle Administratif et Financier (HCCAF) a été créé en 1993. Le Haut Comité est défini comme un établissement public à caractère administratif, créé auprès du président de la république, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière. La création du HCCAF s'inscrit dans le cadre du renforcement de l'efficacité du système de contrôle administratif et financier. En effet, le Haut Comité assure d'une part la coordination des programmes arrêtés par la cour des comptes, les différents corps de contrôle général et les inspections ministérielles ; et d'autre part, la fonction de suivi des recommandations et conclusions mentionnées dans les rapports de contrôle ou d'inspection, afin de remédier aux insuffisances et mettre fin aux différentes irrégularités, pour assurer une meilleure protection des deniers publics.

## L'OCDE

L'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) est un organisme international qui a pour but de promouvoir des politiques visant à améliorer le bien-être économique et social des personnes partout dans le monde. Il est composé de 36 pays membres, d'un secrétariat basé à Paris et d'un comité formé d'experts issus du gouvernement et autres, spécialisés dans chaque domaine d'intervention de l'organisation. L'OCDE offre un forum dans lequel les gouvernements peuvent travailler de pair afin de partager leurs expériences et rechercher des solutions aux problèmes communs auxquels ils font face. Nous travaillons en collaboration avec les gouvernements pour comprendre les facteurs à l'origine des changements économiques, sociaux et environnementaux. Nous mesurons la productivité et les flux mondiaux de commerce et d'investissement.

## Le Programme MENA-OCDE pour la gouvernance

Le programme MENA-OCDE pour la gouvernance est un partenariat stratégique entre les pays de la région MENA et de l'OCDE pour partager des connaissances et de l'expertise, en vue de diffuser les normes et les principes de bonne gouvernance qui soutiennent le processus de réforme en cours dans la région MENA. Le programme renforce la collaboration avec les initiatives multilatérales les plus pertinentes actuellement en cours dans la région. Plus particulièrement, le programme soutient la mise en œuvre du partenariat de Deauville du G7 et aide les gouvernements à répondre aux critères d'admissibilité pour devenir membre du Partenariat pour un Gouvernement Ouvert. Grâce à ces initiatives, le Programme agit comme un des principaux défenseurs de la gestion des réformes de la gouvernance publique en cours dans la région MENA. Le programme fournit une structure durable pour le dialogue de la politique régionale ainsi que pour des projets pays spécifiques. Les projets reflètent l'engagement des gouvernements de la région MENA à mettre en œuvre des réformes de leur secteur public afin de libérer leur potentiel de développement social et économique dans le contexte des attentes grandissantes des citoyens en matière de services publics de qualité, d'inclusion dans l'élaboration des politiques publiques et de transparence.

## Le Conflict, Stability and Security Fund du Ministère des Affaires Étrangères et du Commonwealth du Royaume-Uni

Le Royaume-Uni apporte une aide de développement à la Tunisie au travers du *Conflict, Stability and Security Fund*. Ce fonds est géré par l'Ambassade britannique à Tunis.

# CONTACT

Jael BILLY | Jael.BILLY@oecd.org  
Lisa KILDUFF | Lisa.KILDUFF@oecd.org

Suivez-nous sur Twitter

@OECDgov  
#MENAOCED #Hawkama4Tunisia